

LE DEVOIR

Vol. CI N° 148

LE MARDI 6 JUILLET 2010

1,10\$ + TAXES = 1,25\$

Vachon reste fidèle au PQ

■ Martine Ouellet l'emporte contre le libéral Simon-Pierre Diamond
■ L'appui aux libéraux chute à un seuil historique

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

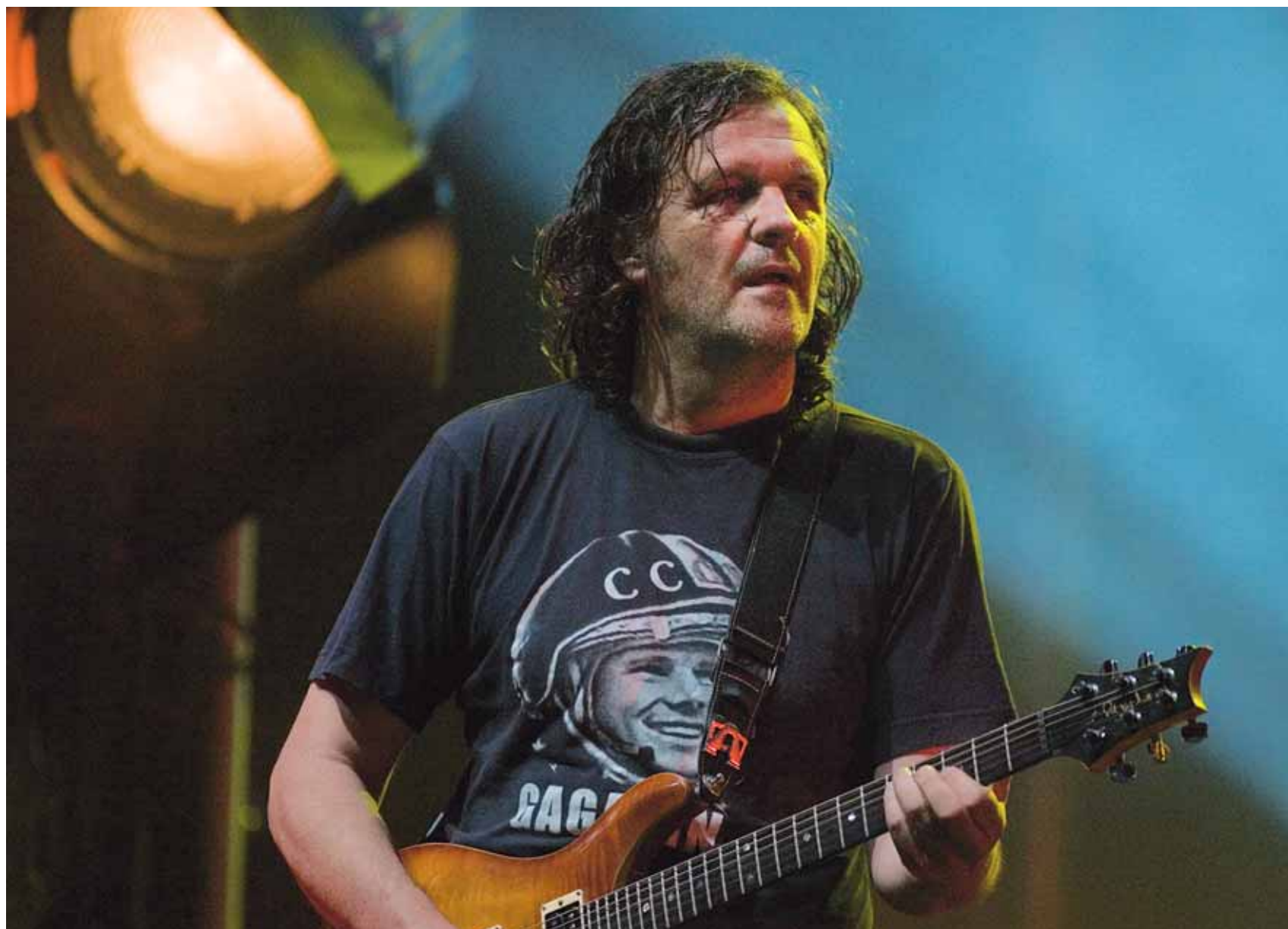
Avec un taux de participation faible, mais une majorité claire, les citoyens de Vachon ont élu la candidate du Parti québécois Martine Ouellet hier. L'ingénieure et militante écologiste

obtient la confiance de 59,2 % des électeurs de cette circonscription de la rive-sud dans la région de Montréal. Une majorité de 4627 voix sur son rival du Parti libéral, Simon-Pierre Diamond, dont le parti essuie une défaite historique dans cette circonscription.

Le Parti libéral connaît sa pire défaite dans Vachon avec 24,34 % des voix pour l'ancien adéquate Simon-Pierre Diamond, un score proche toutefois de celui de Brigitte Mercier, en 2007, qui

VOIR PAGE A 8: VACHON

TRAME SONORE GYPSY-PUNK À LA KUSTURICA



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

HIER SOIR, à la place des Festivals, le célèbre réalisateur guitariste de Sarajevo a offert une pétarade punk à la barre du No Smoking Orchestra, le groupe légendaire de Serbie. Telle une véritable trame sonore de l'un de ses films, Emir Kusturica a puisé dans les traditions tsiganes et serbes pour faire exploser une foule curieuse de découvrir la face cachée d'un personnage aussi célèbre. C'était le temps des gitans à forte dose de rock. La critique de Yves Bernard à lire sur sur www.ledevoir.com.

PATRIMOINE

Pas de mosquée chez les Sœurs grises

Québec achète l'ancienne Maison des hommes que convoitait la communauté musulmane

FRÉDÉRIQUE DOYON

Québec coupe l'herbe sous le pied au Montreal Community Center qui projetait d'acheter un bâtiment historique du centre-ville de Montréal pour y installer une mosquée et un centre communautaire musulman.

Le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec (MCCCQ) recourt ainsi pour la deuxième fois en moins de trois ans à son droit de préemption pour acquérir l'ancienne Maison des hommes et ses annexes, dépendances du couvent des Sœurs grises de Montréal. L'ensemble conventuel situé à l'arrière du Faubourg Sainte-Catherine est classé historique depuis 1976.



SOURCE VILLE DE MONTRÉAL

L'ancienne Maison des hommes du couvent des Sœurs grises de Montréal

«Les deux bâtiments intéressants au niveau patrimonial et qui avaient reçu le sceau de site historique étaient marginalisés, isolés par rapport à l'ensemble du monastère des Sœurs grises, a expliqué au Devoir Jean Bissonnette, directeur du patrimoine et de la muséologie pour le MCCCQ. En en faisant l'acquisition, on veut se donner les moyens pour maximiser ce site d'importance nationale.» Il est toutefois encore «trop tôt pour se prononcer sur la vocation» privilégiée par le ministère pour ces bâtiments et son terrain.

Le Montreal Community Center menait une campagne de financement active depuis plusieurs

VOIR PAGE A 8: SCEURS



JORGE PLATA REUTERS

MEXIQUE

Le PRI a le vent dans les voiles à un an de la présidentielle

■ À lire en page B 5

POLITIQUE

Démissions et dissensions à Corruption zéro

■ Nos informations à lire en page A 3
■ La lettre de son fondateur en page A 7

Un coup de pouce pour le souverainisme catalan

La remise en question du statut autonome de la Catalogne consacre l'échec des fédéralistes, affirme le vice-président de cette région espagnole

CLAUDE LÉVESQUE

La remise en question, la semaine dernière, du statut autonome de la Catalogne favorisera le courant sou-

verainiste, croit le vice-président du gouvernement de cette riche région du nord-est de l'Espagne.

Josep-Lluís Carod-Rovira, qui entreprenait hier une visite officielle au Québec, s'est

dit «pas du tout surpris» du jugement prononcé par le tribunal constitutionnel espagnol, mercredi dernier, «parce que l'histoire politique de l'Espagne

VOIR PAGE A 8: CATALOGNE



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Josep-Lluís Carod-Rovira est vice-président de la Catalogne depuis 2006.

Rendement de 9,5 % pour le Fonds-FTQ

Un bénéfice de 600 millions lui a permis de regagner une partie du terrain perdu pendant la crise

ÉRIC DESROSIERS

Le Fonds de solidarité FTQ a continué cette année de regagner le terrain perdu durant la crise en affichant un bénéfice record de 600 millions et une progression de la valeur de son action de 9,5%.

Cette valeur s'élevait au 31 mai à 23,84 \$, soit 2,06 \$ de plus qu'un an auparavant, apprenait-on dans un bilan annuel dévoilé hier. Elle s'est toutefois déjà élevée à 25,40 \$, et était encore à 25,05 \$ le 31 mai 2008, avant que la crise n'inflige au Fonds des pertes de plus de 900 millions et un recul de son action à 21,20 \$ en l'espace de seulement six mois.

Le retour des rendements positifs et l'augmentation de son nombre d'actionnaires lui ont permis de ramener en un an l'actif net à son niveau d'avant la débâcle économique et financière, et même de le dépasser un peu. Aujourd'hui de 7,294 milliards, cet actif avait fondu de 1,1 milliard de 2008 à 2009 en tombant de 7,285 milliards à 6,375 milliards.

«Voilà un bilan financier réjouissant», a commenté hier par voie de communiqué le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et président d'office du conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ, Michel Arsenault. Il s'est

VOIR PAGE A 8: FONDS-FTQ

INDEX

28	7833131023811	7	
Annonces.....	B 4	Idées	A 7
Avis publics..	B 3	Météo.....	B 6
Culture	B 8	Monde	B 5
Décès.....	B 4	Mots croisés.	B 5
Économie.....	B 1	Sudoku.....	A 4
Éditorial	A 6	Télévision	B 8

ACTUALITÉS

CATALOGNE

SUIITE DE LA PAGE 1

a toujours été marquée par le centralisme et l'allergie à la diversité».

«Les conséquences seront plus négatives pour l'Espagne que pour la Catalogne parce que [ce jugement] a provoqué une réaction majoritaire de toute la société catalane», a poursuivi M. Carod-Rovira en entrevue au *Devoir*.

Le vice-président de la Generalitat de Catalunya dit voir dans la décision du tribunal constitutionnel de Madrid une indication que l'Espagne ne veut pas devenir un État fédéral.

Il y voit par conséquent «l'échec des fédéralistes catalans, qui ont constaté avec surprise et déception nostalgique qu'il n'y a pas de fédéralisme». «Cette situation a provoqué une croissance permanente de l'option souverainiste», croit-il.

«Notre projet

est un projet national

ouvert. Être

catalan n'est

pas une

imposition,

mais un acte

volontaire,

un choix»,

plaide

Josep-Lluís

Carod-Rovira

Voté par le Parlement régional puis accepté par les élus de Madrid après d'amples négociations, et enfin entériné par référendum dans la région concernée en 2006, le statut d'autonomie de la Catalogne a fait l'objet dès novembre 2008 d'une contestation de la part du Parti populaire, au pouvoir à Madrid avant l'élection du Parti socialiste ouvrier de José Luis Zapatero en 2004.

Le fait même de cet examen judiciaire avait déjà incité des organisations nationalistes à organiser des référendums, purement consultatifs, dans quelque 160 villes catalanes. L'option souverainiste l'avait largement emporté, même si le taux de participation avait été faible.

Cette option a reçu des appuis variables au fil des ans, mais semble en progression au vu de certains sondages récents.

Scénario complexe

Le scénario d'accession à la souveraineté n'est cependant ni simple ni évident. Le gouvernement catalan est une coalition de deux partis fédéralistes et d'un parti souverainiste, la Gauche républicaine catalane, que dirige M. Carod-Rovira.

La position officielle de ce gouvernement majoritairement fédéraliste consistera cependant à respecter «la décision du peuple catalan» et à refuser qu'un tribunal madrilène impose un jugement qui va à l'encontre d'une loi qui a l'approbation du peuple», affirme le vice-président de la Generalitat.

Selon ce dernier, le projet national espagnol est «fini, fermé», «L'Espagne, affirme-t-il, ne veut pas changer, car elle n'admet pas la diversité.»

«Notre projet est un projet national ouvert. Être catalan n'est pas une imposition, mais un acte volontaire, un choix», plaide-t-il.

M. Carod-Rovira en conclut que «l'Espagne accepterait mieux une Catalogne indépendante qu'une Espagne plurielle. Si l'Espagne était une religion, elle accepterait mieux un athée ou un agnostique qu'un hétérodoxe», ironise-t-il.

«Pendant la dictature de Franco, on niait aussi la nation catalane», rappelle M. Carod-Rovira, pour qui la justice espagnole est un des piliers de l'État «qui n'ont pas fait la transition du franquisme à la démocratie».

Progrès

Selon M. Carod-Rovira, la langue catalane a fait des «progrès extraordinaires» ces dernières années, notamment dans l'Internet. Si elle n'est que la 84^e parmi les quelque 6500 langues du monde pour le nombre de locuteurs, elle est la 12^e dans la blogosphère, signale-t-il.

«Le croyais que nous étions le pays avec le plus de poètes au mètre carré, mais nous sommes le pays avec le plus de blogueurs.»

Avec plus de 10 000 titres par année, la Catalogne arriverait au 20^e rang mondial dans l'édition. Elle se distingue aussi par son souci de traduire tous les grands classiques de la littérature mondiale. «Nous sommes fiers de notre identité nationale, mais nous avons un regard universel, une mentalité ouverte et cosmopolite», dit le vice-président catalan.

M. Carod-Rovira, qui accompagne une délégation d'entrepreneurs, doit rencontrer au cours des prochains jours le premier ministre Jean Charest et plusieurs ministres québécois.

La Catalogne et le Québec cherchent entre autres à travers un accord-cadre à développer des partenariats dans le secteur pointu de la biotechnologie.

Le Devoir

VACHON

SUIITE DE LA PAGE 1

avait récolté 24,7 % des suffrages. Le Parti libéral subit une chute de près de 8 % en comparaison des élections générales de 2008 (32,28 %).

Le Parti québécois, lui, récolte son meilleur score. «C'est un verdict très clair à l'égard du gouvernement», a déclaré la chef du PQ, Pauline Marois, en soirée. «C'est un jugement très dur dans une circonscription qui a connu de grandes fragilités, qui a déjà été gagnée à 200 voix près», a-t-elle ajouté. Aux élections générales de 2008, le péquiste Camil Bouchard l'emportait avec 48,5 % des suffrages dans cette circonscription fidèle au PQ depuis 1994.

Pour le député péquiste Nicolas Girard, les électeurs se sont déplacés pour faire passer un message sans équivoque au premier ministre Jean Charest. Il faisait écho aux propos de la chef du PQ, Pauline Marois, qui avait déclaré dans la journée que «la très grande majorité de la population souhaite la tenue d'une enquête publique sur le milieu de la construction [...] s'il y a un moment pour envoyer un message à Jean Charest, c'est aujourd'hui».

Déçu, le candidat libéral, Simon-Pierre Diamond, estime tout de même avoir mené une bonne campagne. «Les militants savaient que c'était une élection difficile, a-t-il confié en fin de soirée au *Devoir*, mais on croyait vraiment qu'on pouvait l'emporter.» «Il va de soi que je vais poursuivre mon engagement à titre de militant», ajoute-t-il. Son chef, Jean Charest, a tenté de minimiser la portée de la défaite. «Vachon, c'était un comté péquiste depuis 94, il ne faut pas trop interpréter [les résultats] d'une élection partielle», a-t-il déclaré sur les ondes de Radio-Canada après le dévoilement des résultats.

Le syndicaliste Sébastien Robert améliore la part de Québec solidaire et s'en tire avec près de 6 % des voix. Le parti de Françoise David et Amir Khadir n'avait convaincu que 2 % des électeurs aux élections générales de 2008. «Peu à peu, Québec solidaire se positionne aux yeux de la population comme une alternative crédible aux vieux partis», a conclu le député Amir Khadir par voie de communiqué.

L'ADQ, qui avait recueilli 13,67 % des voix en 2008, fait à peine mieux que Québec solidaire. Alain Dépatie, qui en était à sa première campagne, recueille la faveur de 6,6 % des électeurs.

Chaleur et intention de vote étaient inversement proportionnelles hier sur la rive-sud dans la région de Montréal, où à peine 29 % des 46 000 électeurs



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Martine Ouellet

inscrits se sont rendus aux urnes pour désigner un successeur à Camil Bouchard, qui a démissionné en décembre dernier. Le taux de participation atteignait à peine 11 % à 17h30. Le vote par anticipation avait pour sa part attiré 8 % des électeurs.

Le mercure dépassait les trente degrés, plusieurs étaient déjà partis en vacances pendant que d'autres venaient tout juste d'emménager le 1^{er} juillet: autant de facteurs qui ont probablement nui à la «sortie du vote», comme le craignaient depuis le début les partis de l'opposition. À la veille du scrutin, le Parti québécois et Québec solidaire avaient d'ailleurs fustigé le gouvernement libéral de Jean Charest pour son cynisme consistant à déclencher des élections partielles en plein mois de juillet.

Le taux de participation aux partielles est sou-



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Simon-Pierre Diamond

vent victime de l'indifférence des électeurs. Il existe peu de précédents d'élections partielles en été, encore moins en juillet. Le 5 juillet 1993, 62 % des électeurs de Porneuf s'étaient déplacés. En août 2006, 32 % des citoyens de Pointe-aux-Trembles avaient pris la peine de voter à cette partielle où André Boisclair avait été élu pour le PQ. En juin 2009, le taux de participation aux élections partielles dans Marguerite-Bourgeoys frôlait à peine les 23 %.

Le bruit provoqué par l'aéroport de Saint-Hubert, l'accès aux garderies, ainsi que la taxe santé du Parti libéral et les demandes répétées de l'opposition pour une enquête publique sur la construction auront marqué ces partielles estivales.

Le Devoir

FONDS-FTQ

SUIITE DE LA PAGE 1

notamment réjoui d'une nouvelle baisse des frais de gestion ainsi que du nombre record de 577 511 travailleurs qui comptent aujourd'hui des actions du Fonds dans leurs placements de retraite.

Ce succès populaire, qui a permis d'amasser plus de 660 millions en nouvelles cotisations cette année, est d'autant plus remarquable qu'il a eu lieu «dans un contexte économique pas évident, avec des pertes d'emplois et un fort taux d'endettement des ménages», a observé en entretien téléphonique au *Devoir* le président-directeur général du Fonds de solidarité, Yvon Bolduc. «Cela montre que les gens savent faire la part des choses», a-t-il ajouté, faisant référence aux critiques qui sont souvent entendues sur les performances du Fonds, mais aussi à toutes ces histoires qui ont associé l'institution au scandale de la corruption dans le secteur de la construction.

Le retour des profits

Côté performance, le Fonds souligne que l'augmentation de 9,5 % de la valeur de son action cette année est équivalente au rendement moyen de 10 % réalisé par un ensemble de fonds équilibrés canadiens comparables. L'avantage d'investir au Fonds apparaît plus clairement lorsqu'on tient compte des déductions fiscales que les gouvernements accordent à ceux qui investissent dans les fonds de travailleurs. S'élevant à 30 % dans le cas du Fonds de solidarité FTQ, ces déductions fiscales lui ont permis d'afficher ces dix dernières années un taux de rendement composé de 7,8 % par année contre une moyenne de 3,6 % pour les fonds équilibrés.

La crise n'a pas eu que des désavantages, a rappelé hier Yvon Bolduc. Elle a aussi permis au Fonds d'occuper un terrain que les banques avaient fui à cause du gel du crédit. Obligé par la loi de concentrer ses investissements dans les PME québé-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le p.-d.g. du Fonds de solidarité, Yvon Bolduc

coises, il a ainsi pu faire de bonnes affaires auprès de joueurs de beaucoup plus grandes tailles, comme Bombardier, le Groupe Pages Jaunes et GLV.

Québec a également alloué l'an dernier une enveloppe spéciale de 250 millions pour que le Fonds vienne en aide, avec la Société générale de financement (SGF), à des entreprises incapables de trouver du crédit à cause de la crise. Tout au plus, une cinquantaine de millions auront été finalement nécessaires, estime-t-on aujourd'hui.

Prendre ses distances de Tony Accurso

En réponse aux accusations de corruption, le Fonds a adopté l'an dernier des normes d'éthiques plus strictes et a décidé que tout nouveau projet d'investissement devait dorénavant obtenir l'aval de conseils sectoriels composés d'une majorité de membres indépendants. «Les initiatives mises en place l'année dernière portent leurs fruits, affirme aujourd'hui Yvon Bolduc. On creuse beaucoup plus qu'auparavant la provenance de l'argent, la probité des partenaires d'affaires.»

L'institution avait également annoncé qu'elle s'engageait dans un «processus de désinvestissement» des entreprises de l'homme d'affaires Tony Accurso dont le nom a souvent été mêlé aux scandales dans le secteur de la construction. Le Fonds détenait à l'époque 47,7 millions de titres de dette de sa plus importante entre-

prise: Simard-Beaudry. Ce montant est aujourd'hui de 39 millions.

«Le processus de désinvestissement ordonné suit son cours, a assuré hier Yvon Bolduc. Mais il faut quand même faire attention. On parle d'entreprises qui ont plus de 3000 employés et qui comptent d'autres partenaires financiers, dont des banques.»

Avenir incertain

Le p.-d.g. du Fonds de solidarité FTQ aborde l'avenir avec méfiance. Même si les fondements des entreprises québécoises lui semblent solides, il rappelle que leur sort dépendra principalement d'un contexte international qui apparaît beaucoup plus incertain. L'Europe est secouée par une crise des finances publiques et de nouveaux doutes sur la stabilité des banques. Les États-Unis ont toujours du mal à réduire le chômage et à relancer son secteur immobilier. Heureusement qu'il y a la Chine et les autres économies émergentes, mais combien de temps cela va durer?

Pour continuer à bien faire, le Fonds de solidarité devra aider les entreprises québécoises à améliorer leur compétitivité, dit le patron de l'institution présente dans plus de 2000 entreprises. «Il ne s'agit pas seulement d'améliorer la productivité, a expliqué Yvon Bolduc. Il faudra aussi développer de nouveaux marchés et procéder à des expansions par acquisitions.»

Le Devoir

SŒURS

SUIITE DE LA PAGE 1

mois en vue de l'achat. Il avait déjà amassé les fonds nécessaires — 2,1 millions de dollars — pour y aménager la mosquée et le centre communautaire «dont la communauté musulmane a tant besoin», et qui devait servir de «vitrine pour le visage modéré des musulmans de la ville», peut-on lire sur le site Internet de l'organisme notamment formé par les associations étudiantes musulmanes des universités McGill et Concordia. La Muslim Association of Canada, qui gérait le projet d'acquisition, n'a pas rappelé *Le Devoir*.

«Ça donne l'impression qu'on ne voulait pas de centre culturel musulman sur ce site-là, à moins que la ministre n'envisage de développer un plan de conservation intégré pour l'ensemble des Sœurs grises», commente Dinu Bumbu d'Héritage Montréal. L'Université Concordia, propriétaire des bâtiments principaux de l'ensemble conventuel où elle compte installer sa Faculté des Beaux-Arts, ne connaissait pourtant pas les intentions du ministère, selon la directrice des relations médias, Christine Mota. M. Bissonnette lui-même parle d'une décision prise sans lien avec l'université, d'un point de vue strictement patrimonial, et non en vertu des usages du site.

«En se promenant sur les lieux, on reconnaît qu'à l'époque c'était un même site; pour nous, c'est un élément important [à préserver], même si par la suite on comprend qu'un grand site comme celui-là peut avoir plusieurs propriétaires et plusieurs usages», dit-il.

Dinu Bumbu s'étonne un peu de voir le MCCCQ user de son droit de préemption — «geste exceptionnel» dans l'histoire de la Loi sur les biens culturels — pour acquérir les bâtiments secondaires d'un complexe conventuel, qui «étaient déjà bien protégés», selon lui, par le statut de site historique classé. Le MCCCQ avait déjà exercé son droit de premier acheteur en 2007 pour acquérir l'ex-bibliothèque Saint-Sulpice dans le Quartier Latin.

«Si on est pour s'engager dans le patrimoine, pourquoi ne pas avoir une action aussi conséquente pour l'église du Très-Saint-Nom-de-Jésus?» qui risque d'être vendue avec son exceptionnel orgue Casavant, demande-t-il.

D'inspiration néoclassique, l'ensemble conventuel des Sœurs grises est un témoin important de la tradition architecturale conventuelle au Québec. Il a été construit en plusieurs étapes à partir de 1869 pour la communauté fondée en 1737 par Marguerite d'Youville. La Maison des hommes, la plus ancienne de ses dépendances, bâtie en 1869-1871 par Victor Bourgeois, servait à héberger les hommes dans le besoin. Une partie du bâtiment a été utilisée comme atelier de peinture.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390